



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**

Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et Logement
des Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou-Maine

Arrêté n° DCPAT 2025-0129 du 3 JUIN 2025

OBIET : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Société CRONITE MANCELLE

Route du Lude - 72230 Arnage

Mise en demeure

Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de la Légion d'honneur ;
Chevalier de l'ordre national du Mérite ;

Vu le code de l'environnement notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, et L.514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 05-3426 du 21 juillet 2005 autorisant la société MANCELLE DE FONDERIE à exploiter une fonderie se situant route du Lude à Arnage ;

Vu le récépissé du 28 juillet 2015 délivré à la S.A. CRONITE MANCELLE déclarant le changement de dénomination sociale ;

Vu l'article 4.1.7 de l'arrêté préfectoral n° 05-3426 du 21 juillet 2005 susvisé qui dispose :

« Les installations sont réalisées conformément aux normes en vigueur et à l'arrêté du 31 mars 1980 dans les locaux à risque d'explosion. Les installations, notamment les prises de terre, sont périodiquement contrôlées par un organisme compétent, et maintenues en bon état. Les rapports de visite sont maintenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 7 avril 2025 transmis à l'exploitant par courrier du 7 avril 2025 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que lors de la visite en date du 20 mars 2025, l'inspecteur de l'environnement - spécialité installations classées, a constaté les faits suivants :

- **non-respect des prescriptions de l'article 4.1.7 de l'arrêté préfectoral n° 05-3426 du 21 juillet 2005 susvisé** : de nombreuses non-conformités électriques identifiées comme susceptibles d'être à l'origine de risques d'incendie et d'explosion ne sont pas résorbées d'une année sur l'autre.

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article 4.1.7 de l'arrêté préfectoral n° 05-3426 du 21 juillet 2005 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société CRONITE MANCELLE de respecter les dispositions de l'article 4.1.7 de l'arrêté préfectoral n° 05-3426 du 21 juillet 2005 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté de mise en demeure a été porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 7 avril 2025 et que celui-ci a émis des observations par courrier du 5 mai 2025 ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Sarthe ;

ARRÊTE

Article 1

La société CRONITE MANCELLE, exploitant une fonderie sur la commune d'Arnage, est mise en demeure de respecter :

- les dispositions de l'article 4.1.7 de l'arrêté préfectoral n° 05-3426 du 21 juillet 2005 susvisé en levant l'ensemble des non-conformités électriques identifiées comme susceptibles d'être à l'origine de risques d'incendie et d'explosion, dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, au fur et à mesure de l'avancement du plan d'actions, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès du préfet de la Sarthe ou hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique suspend le délai du recours contentieux ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application télerecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 5

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception et conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, cette décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans le département (www.sarthe.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6

La Secrétaire Générale de la préfecture de la Sarthe, la Maire d'Arnage, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Pays de la Loire, et l'Inspecteur de l'Environnement - spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale

Christine TORRES

